

Nouvelle démocratie d'Antonis Samaras remporte les élections législatives

Corinne Deloy

Résultats

Nouvelle démocratie (ND), dirigée par Antonis Samaras, a remporté les élections législatives qui se sont déroulées le 17 juin en Grèce. Le parti de centre-droit a recueilli 29,66% des suffrages et, en raison du système électoral qui accorde 50 sièges supplémentaires au parti arrivé en tête du scrutin, a remporté 129 sièges (soit +21 par rapport au précédent scrutin du 6 mai dernier) à la Vouli, chambre unique du Parlement. Il devance la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), parti d'extrême gauche qui regroupe 13 formations et dirigé par Alexis Tspiras, qui a obtenu 26,89% des voix et 71 députés (+ 19). Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) d'Evangelos Venizélos, a recueilli 12,28% et 33 députés (- 8). Viennent ensuite le Parti des Grecs indépendants (AE) dirigé par Panos Kammenos qui a obtenu 7,51% et 20 sièges (- 13) ; Chryssi Avghi (Aube dorée), part néo-nazi, 6,92% et 18 députés (- 3), la Gauche démocratique (DIMAR) de Fotis-Fanourios Kouvelis 6,25% et 17 sièges (- 2) et le Parti communiste (KKE) dirigé par Aleka Papariga, 4,5% et 12 sièges (- 14).

La participation s'est élevée à 62,47, soit légèrement au-dessous de celle enregistrée lors du scrutin du 6 mai dernier (- 2,63 points).

Les élections législatives du 17 juin étaient un vote sur l'avenir de la Grèce en Europe. Elles ont opposé les partis qui soutiennent le Mémoire, nom donné à l'accord signé en février dernier par Athènes avec le Fonds monétaire international (FMI), l'Union et la Banque centrale européennes qui met en place de nombreuses mesures d'austérité, à ceux qui s'y opposent tout en déclarant qu'Athènes reste membre de la zone euro. De nombreux analystes politiques avaient qualifié le vote des Grecs le 6 mai dernier de « *vote de colère* » et anticipaient que celui du 17 juin serait un « *vote de la peur* », peur d'un avenir en dehors de l'Europe et peur de la sortie de leur pays de la zone euro. Les Grecs semblent bien avoir tout d'abord voté pour le maintien de leur pays dans la monnaie unique et pour la poursuite de la maîtrise des dépenses budgétaires, espérant toutefois un aménagement du plan d'aide afin que l'austérité ne rende pas impossible une reprise de la croissance économique.

Antonis Samaras (ND) a appelé à la formation d'un gouvernement d'union nationale « *pour le salut du pays* ». « *Il n'y a pas de temps à perdre. Un gouvernement de salut national doit ramener la croissance économique et rassurer les Grecs sur le fait que le pire est passé* » a-t-il déclaré dès l'annonce des résultats. Il devrait donc gouverner avec le PASOK mais pourrait élargir sa coalition gouvernementale à des « petits » partis favorables au plan de sauvetage. La Gauche démocratique (DIMAR) s'est d'ores et déjà déclarée prête à intégrer un gouvernement formé par ces deux « grands » partis. « *Un gouvernement de responsabilité nationale suppose la participation de plusieurs forces de gauche* » a déclaré le leader du PASOK, Evangelos Venizélos. De son côté, le leader de Syriza, Alexis Tspiras, a décliné toute proposition de participer au prochain gouvernement et indiqué que son parti était désormais « *le principal parti d'opposition* ».

« Euro ou drachme, gouvernement de coalition ou pas de gouvernement », telle était l'alternative du scrutin du 17 juin selon Antonis Samaras. Ce dernier s'est présenté durant sa campagne électorale comme le garant du maintien de son pays dans la zone euro. « Nous sortirons de la crise. Nous ne sortirons pas de l'euro. Nous ne laisserons personne nous exclure de l'Europe » avait-il déclaré lors d'un meeting électoral sur la place Syntagma au cœur d'Athènes. « C'est notre existence en tant que nation qui est en jeu » avait-il ajouté.

Antonis Samaras a su élargir la base électorale de son parti pour ce scrutin en accueillant en son sein 4 responsables du parti de l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS, qui signifie peuple) et, surtout, en réintégrant l'Alliance démocratique (DS), fondée par l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2006-2009) et ancienne maire d'Athènes (2003-2006), Dora Bakoyannis.

Enfin, Antonis Samaras avait durci son discours sur l'immigration. « Alors que les familles grecques luttent pour survivre, la Coalition de la gauche radicale veut offrir aux immigrés l'accès aux allocations chômage et aux permis de travail (...) Il faut reconquérir les villes face à ceux qui ont afflué sans autorisation (...) L'invasion des immigrants va cesser et des expulsions massives vont commencer » avait-il indiqué.

Ces élections grecques étaient regardées par tous les pays européens et notamment ceux appartenant à la zone euro. A l'annonce des résultats, l'Eurogroupe – qui rassemble les 17 ministres des Finances de la zone euro, a publié le communiqué : « L'Eurogroupe prend acte des efforts considérables déjà réalisés par les citoyens grecs et est convaincu que la poursuite des réformes budgétaires et structurelles constitue la meilleure garantie du fait qu'Athènes surmontera les défis économiques et sociaux actuels pour un avenir plus prospère du pays au sein de la zone euro. L'Eurogroupe réaffirme son engagement à soutenir la Grèce dans ses efforts d'ajustement afin de s'attaquer aux nombreux défis auxquels son économie est confrontée ». « L'Union européenne doit demeurer clémente

et répéter aux Grecs un unique message avant et après le 17 juin : « Tout dépend de vous ». Il ne faut pas fermer la porte car l'Union a besoin de son flanc Sud pour être l'Europe » a déclaré Stelios Ramfos, philosophe, au quotidien suisse Le Temps le 14 juin dernier.

Agé de 61 ans, Antonis Samaras est diplômé d'économie. Il entre au Parlement pour la première fois en 1977 sous l'étiquette de Nouvelle démocratie. En 1989, il est nommé ministre des Affaires étrangères mais démissionne du gouvernement, comme l'ensemble des ministres de son parti, l'année suivante. Renommé à son poste deux mois plus tard, il est démis de ses fonctions pour avoir défendu une ligne dure dans le conflit qui oppose Athènes à Skopje sur le nom de la Macédoine (refus de laisser le pays voisin prendre le nom de Macédoine (celui-ci étant le nom d'une province située au nord de la Grèce) par crainte de voir Skopje revendiquer certains territoires grecs. Antonis Samaras quitte alors Nouvelle démocratie, ce qui a pour effet de faire chuter le gouvernement, et il fonde le mouvement Printemps politique. Il reviendra à son parti d'origine en 2004 et sera, cette même année, élu député européen. En 2009, il est nommé ministre de la Culture dans le gouvernement de Constantin Caramanlis (ND). Après la défaite de son parti aux élections législatives du 4 octobre 2009, il est élu à la tête de Nouvelle démocratie avec 50,18% des suffrages devançant Dora Bakoyannis qui obtient 39,76% des voix et Panayiotis Psomiad (10,06%).

« Le prochain gouvernement grec quel qu'il soit sera obligé de renégocier, au moins sur la durée de la mise en place des réformes avec Bruxelles, les termes du Mémorandum » a déclaré Dimitris Sotiropoulos, chercheur à la Kingston University de Londres. Antonis Samaras a plusieurs fois déclaré qu'il souhaitait une « renégociation du plan de sauvetage pour permettre la création d'emplois » et un « étalement dans le temps » de l'application des mesures d'austérité.

Résultats des élections législatives du 17 juin 2012 en Grèce

Participation : 62,47% (la participation est obligatoire en Grèce)

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Nouvelle démocratie (ND)	1 824 342	29,66	129
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)	1 653 994	26,89	71
Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	755 249	12,28	33
Parti des Grecs indépendants (AE)	462 175	7,51	20
Aube dorée (CA)	425 792	6,92	18
Gauche démocratique (DIMAR)	384 674	6,25	17
Parti communiste (KKE)	277 015	4,50	12
Autres	428 736	5,99	0

Source : Ministère de l'Intérieur grec (<http://ekloges.ypes.gr/v2012b/public/index.html?lang=en#%22cls%22:%22main%22,%22params%22:{}>)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.